

Kindjanhoundé encense Wadagni

N° 398 DU 25 SEPTEMBRE 2025

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lembledujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET MUNICIPALES 2026

Loyauté avant tout

PAGE 08

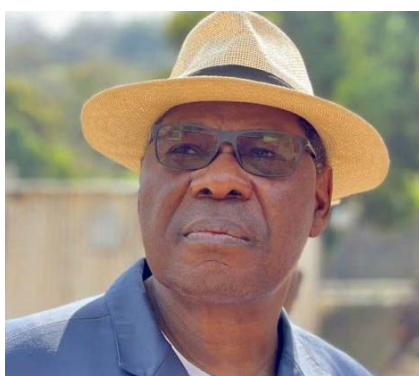
STRATÉGIES ÉLECTORALES ET SURVIE POLITIQUE

PAGE 03

S'unir ou disparaître

COMMISSION NATIONALE DE CANDIDATURE CHEZ LES DÉMOCRATES

PAGE 11



15 membres installés dont 5 membres du bureau

MILITANTISME RESPONSABLE À L'ÈRE DU SYSTÈME PARTISAN

PAGE 08

Augustin FANOU : cotiser ou s'effacer



ESPACES PUBLICS ET DISCIPLINE CITOYENNE

PAGE 10



Tonato a-t-il baissé la garde ?

Présidentielle 2026**KINDJANHOUNDÉ ENCENSE WADAGNI**

Dans une déclaration appuyée, Zéphirin Kindjanhoundé loue la compétence et la discipline du ministre Romuald Wadagni, candidat de la mouvance présidentielle à la présidentielle de 2026. Il en profite pour adresser de sévères critiques à l'opposition, accusée d'improvisation et de manque de cohérence.

Le coordonnateur départemental du Zou auprès du Conseil économique et social, Zéphirin Kindjanhoundé, a pris la parole sur l'échiquier politique national. Pour lui, le choix de Romuald Wadagni comme candidat unique de la mouvance présidentielle est une évidence : il serait l'homme de la situation, disposant de toutes les qualités pour diriger le Bénin.

Kindjanhoundé estime que la compétence et la rigueur de l'ancien ministre de l'Économie et des Finances forcent même le respect de ses adversaires. À l'opposition, il lance un défi : « Trouvez quelqu'un ayant la stature de Romuald Wadagni ».

Sur la polémique autour de la démission du ministre-candidat, il balaie l'argument, rappelant que ni la Constitution ni le Code électoral n'imposent une telle disposition. En exemple, il cite l'ancien Premier ministre Lionel Zinsou, resté en fonction durant sa candidature.

L'opposition, selon lui, se cantonne dans une "politique de chantage", refusant de proposer des alternatives crédibles. Il salue toutefois la posture du député Léon Basile Ahossi, qui a publiquement reconnu les mérites de Wadagni, malgré son appartenance au camp adverse.

Enfin, Kindjanhoundé critique la démarche de 28 députés de l'opposition qui ont choisi de retirer leurs fiches de parrainage "à bord d'un bus", qualifiant cette attitude de manquement au respect dû à la fonction parlementaire.

Emeric Joël ALLAGBE

**MEDIAS AU BENIN****Votre site d'informations en ligne**

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du jour
 JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com
 Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
 N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com

TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION

Emeric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)
Godfroy MISSAHOGBE (Journaliste)
Youssef Michel AVOCEGAMOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

Stratégies électorales et survie politique

S'UNIR OU DISPARAÎTRE

À l'approche des élections législatives et municipales, la pression monte sur les petits partis. L'exigence légale des 10% au plan national et le seuil des 20% par circonscription mettent à nu leurs fragilités. Beaucoup sont appelés à dépasser les calculs personnels pour négocier leur avenir au sein des grandes formations.

Les règles du jeu électoral sont claires : pour espérer siéger dans les prochains conseils municipaux ou à l'Assemblée nationale, les partis politiques doivent franchir deux barrières incontournables. D'abord, le seuil des 10% des suffrages exprimés au plan national. Ensuite, celui des 20% dans chaque circonscription électorale.

Face à ces exigences, nombre de formations politiques de petite taille sont au pied du mur. Elles doivent choisir entre l'isolement, synonyme de défaite certaine, et la fusion avec les grands ensembles, gage de survie et de représentation.

Certains leaders, encore prisonniers de leurs intérêts égoïstes, semblent vouloir tenter l'aventure en solitaire. Mais l'arithmétique électorale ne pardonne pas. À défaut de dépasser ces seuils, leurs militants resteront sans élus et donc sans voix au chapitre des grandes décisions nationales et locales.

La solution paraît pourtant simple : négocier intelligemment des places éligibles sur les listes des partis solides. Une stratégie de réalisme politique qui permettrait de préserver l'avenir des militants et d'éviter le triste sort du "poteau".

En somme, l'heure n'est plus à la dispersion mais à la consolidation. Les partis qui sauront faire preuve d'humilité et d'anticipation sortiront gagnants. Les autres risquent de signer leur disparition définitive de la scène politique.

Emeric Joël ALLAGBE

Diplomatie fraternelle

GABON-BÉNIN : LA PAIX EN MARCHÉ

En séjour au Gabon, El Hadj Moubaracou LATIFU, chef du premier arrondissement de Porto-Novo, a rencontré le consul honoraire du Bénin, Yéssoufou MAROYA. Au centre de leurs échanges, la réconciliation entre les peuples gabonais et béninois.

Le lundi 22 septembre 2025, El Hadj Moubaracou LATIFU, chef du premier arrondissement de Porto-Novo, a été reçu par son excellence Yéssoufou MAROYA, consul honoraire du Bénin au Gabon. Cette rencontre s'est déroulée dans un climat empreint de fraternité et de responsabilité face aux récentes tensions ayant ébranlé les relations entre communautés béninoise et gabonaise.

Les deux personnalités ont convenu de travailler de concert pour restaurer une paix durable et renforcer les liens historiques unissant leurs peuples. « Le Gabon et le Bénin sont des nations sœurs appelées à vivre unies. Cet épisode de trouble n'est rien d'autre qu'une œuvre du diable », a affirmé El Hadj Moubaracou LATIFU, tout en appelant à la bénédiction divine pour une réconciliation sincère.

De son côté, le consul honoraire Yéssoufou MAROYA a salué cette démarche, rappelant l'importance d'une coopération active entre les diasporas et les autorités locales pour apaiser les tensions et consolider l'unité. Ensemble, ils ont décidé de mettre en place des initiatives concrètes afin de promouvoir la paix, la cohésion et la fraternité.

Un pas décisif qui traduit la volonté des deux nations de tourner la page des malentendus et de renforcer les bases d'une coexistence harmonieuse.

Godfroy MISSAHOGBE





ELONA HOUSE

SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES

À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ? Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille... notre espace vous ouvre ses portes pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ✓ ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- ✓ SALLES CLIMATISÉES
- ✓ GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- ✓ GROUPE ELECTROGÈNE



Djassin Houinvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

Installation des députés de la 10^e législature

TALON PRÉPARE LE CADRE

En visite sur le chantier du nouveau siège de l'Assemblée nationale, le président Patrice Talon réaffirme sa volonté d'offrir un cadre moderne et digne aux députés de la dixième législature qui seront élus au soir du scrutin législatif du 11 janvier 2026.

Le 23 septembre 2025, alors que l'Union Progressiste le Renouveau mobilisait ses militants à Toviklin sous le signe de l'unité et de la cohésion, le chef de l'État, Patrice Talon, descendait sur le chantier du futur siège de l'Assemblée nationale. Cette visite témoigne de l'importance qu'il accorde à la consolidation des institutions et à l'amélioration des conditions de travail des futurs parlementaires.

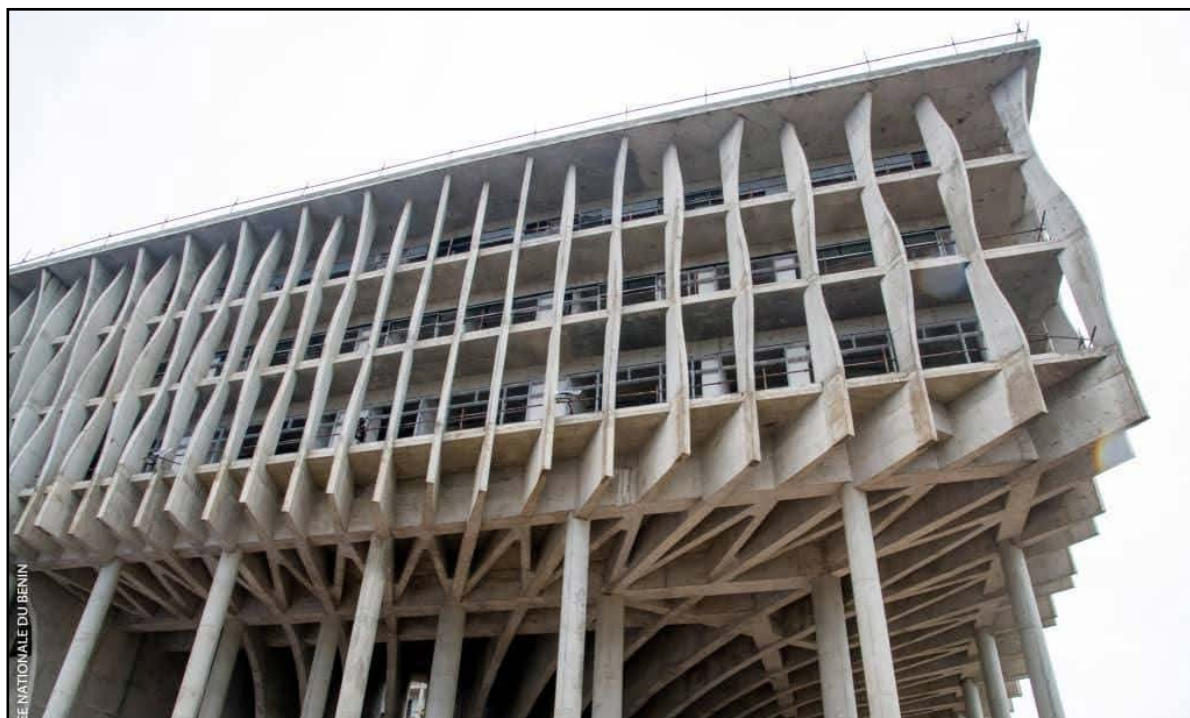
En parcourant le site, le président Talon a insisté sur la nécessité d'accélérer les travaux afin que le bâtiment soit prêt à accueillir, dès leur installation, les élus de la dixième législature. L'objectif est clair : offrir aux députés un espace fonctionnel, moderne et adapté aux exigences d'un parlement performant.

Cette démarche s'inscrit dans une vision globale de renforcement de la démocratie et de modernisation des infrastructures républicaines. Pour Patrice Talon, donner aux représentants du peuple un siège digne de ce nom, c'est aussi contribuer à rehausser l'image du Bénin et à créer un environnement favorable à des débats parlementaires de qualité.

Dans le même temps, sur le terrain politique, l'UP le Renouveau, sous la houlette de son président Joseph Fifamè Djogbénou et de son secrétaire général Gérard Gbenonchi, poursuit sa tournée nationale. À Toviklin, la Haute Direction Politique a galvanisé ses bases, insistant sur la cohésion et l'engagement militant en vue des élections législatives et municipales de janvier 2026.

Ainsi, pendant que le chantier institutionnel avance à Porto-Novo, le chantier politique s'anime dans les communes. Deux fronts qui traduisent l'effervescence d'une nation en marche vers une nouvelle étape de sa vie démocratique.

Emeric Joël ALLAGBE



Agriculture béninoise

BOVINS : UN LEVIER POUR NOURRIR ET DÉVELOPPER LE BÉNIN

L'élevage bovin, longtemps marginalisé, s'impose aujourd'hui comme un moteur de croissance agricole. Entre défis fonciers, transition vers la sédentarisation et modernisation des pratiques, les éleveurs béninois redessinent le paysage rural.

Au Bénin, l'élevage bovin occupe une place stratégique dans l'économie agricole. Il représente près d'un tiers du produit intérieur brut agricole dans les zones sahéliennes et contribue pour environ 40 % à la production nationale de viande, sans oublier la filière laitière dont la demande est en constante hausse.

Une croissance soutenue du cheptel

En l'espace d'un an, le cheptel bovin est passé de 2 313 666 têtes en 2022 à 2 528 241 en 2023, soit une augmentation de 9,3 %. Cette progression témoigne du dynamisme de la filière et de l'implication croissante des agropasteurs, qui représentent 75 % de la production nationale.

De la transhumance à la sédentarisation

Traditionnellement, l'élevage reposait sur la transhumance, avec des déplacements saisonniers à la recherche de pâturages. Mais la raréfaction des terres, les conflits fonciers et la dégradation des paysages poussent désormais les éleveurs vers la sédentarisation et des systèmes plus intensifs. Cette mutation favorise l'intégration agriculture-élevage : les paysans investissent dans le bétail pour l'attelage et la fumure, pendant que les éleveurs diversifient leurs activités agricoles.

Entre tradition et modernité

Les éleveurs misent sur l'amélioration des races locales comme la Borgou, plus adaptée aux conditions climatiques et sanitaires, tout en expérimentant l'introduction de races à haut rendement. Malgré les échecs passés liés aux importations, une nouvelle dynamique s'installe, portée par la recherche et l'accompagnement public.

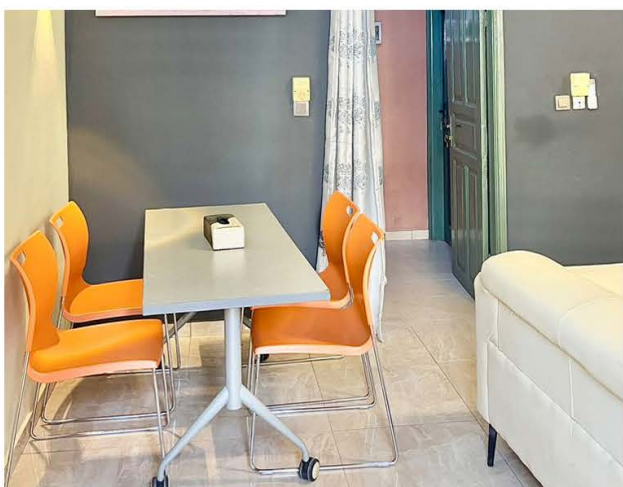
Des enjeux sociaux et économiques

L'accès à la terre demeure la principale source de tensions entre agriculteurs et éleveurs. Mais les efforts de gestion des conflits et de modernisation entrepris ces dernières années favorisent un climat plus apaisé. En conciliant élevage et agriculture, le Bénin se dote d'un atout supplémentaire pour renforcer sa sécurité alimentaire et son développement rural.

En somme, l'élevage bovin n'est plus seulement une activité de subsistance. Il devient un véritable levier économique et social, au cœur des ambitions du Bénin agricole.

Youssef AVOCEGAMOU

Les résidences **FENOU**



Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer : chambres privées et cuisine conviviale pour partager des repas faits maison, rire et préparer vos aventures du lendemain. L'expérience idéale pour profiter à votre rythme !

CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique



Djassin Houinvie - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

Parcours remarquables des hommes politiques béninois

ROMUALD WADAGNI, UN DESTIN PRÉSIDENTIEL EN MARCHÉ

De la petite ville de Lokossa aux plus prestigieuses institutions académiques et firmes internationales, Romuald Wadagni a tracé un parcours qui force l'admiration. Ministre d'État depuis 2016, il incarne aujourd'hui l'expérience, la rigueur et l'ambition nécessaires pour conduire le Bénin sur la voie du développement. À quelques mois de l'élection présidentielle de 2026, sa candidature, portée par la majorité présidentielle, apparaît comme le prolongement naturel de l'œuvre entreprise par Patrice Talon.

Né le 20 juin 1976 à Lokossa, Romuald Wadagni s'est distingué très tôt par sa discipline et son goût de l'effort. Après un brillant parcours scolaire au Bénin, il obtient son baccalauréat scientifique et poursuit ses études supérieures en France. De 1995 à 1999, il suit un cursus à l'École supérieure des affaires de Grenoble (ESA), où il décroche un Master en finances en terminant major de sa promotion. Son excellence académique attire rapidement l'attention du cabinet Deloitte, qui le recrute dès 1998.

Sa carrière prend une dimension internationale. Après Lyon, il s'envole pour Boston où il devient Audit Manager. Sa spécialisation dans les transactions financières, les fusions-acquisitions et la restructuration d'entreprises le hisse parmi les profils les plus respectés de sa génération. En 2007, il renforce son expertise à la Harvard Business School dans le domaine du capital-investissement et du capital-risque. À seulement 36 ans, il est promu associé chez Deloitte, devenant le plus jeune de l'histoire du groupe.

Entre 2012 et 2016, il joue un rôle déterminant dans l'extension et la consolidation du réseau Deloitte en Afrique francophone, en supervisant l'ouverture de plusieurs bureaux et en veillant au respect des standards internationaux. Parallèlement, il approfondit sa formation avec un General Management Program à Harvard, confortant son profil de manager global.

Fort de dix-sept années d'expérience dans les environnements les plus exigeants d'Europe, d'Amérique et d'Afrique, Romuald Wadagni est appelé, le 7 avril 2016, à prendre les rênes du ministère de l'Économie et des Finances dans le gouvernement de Patrice Talon. Maintenu à ce poste stratégique en 2021 avec le rang de ministre d'État, il conduit avec rigueur la politique financière du pays, consolidant la crédibilité du Bénin auprès des institutions internationales et des investisseurs.

Au-delà de son impressionnant parcours académique et professionnel, l'homme reste attaché aux valeurs de travail et de responsabilité héritées de son éducation. Aîné d'une fratrie de cinq enfants, il s'est initié dès son jeune âge à la maçonnerie et à la mécanique, développant une proximité avec le monde concret et les réalités sociales.

Fils de Nestor Wadagni, statisticien-économiste de renom et ancien haut fonctionnaire, Romuald Wadagni perpétue une tradition familiale marquée par l'excellence académique et le service à la nation.

Aujourd'hui, sa candidature à l'élection présidentielle de 2026, soutenue par la mouvance présidentielle, s'inscrit dans la continuité du projet de modernisation impulsé par Patrice Talon. Sa trajectoire exceptionnelle, son expertise internationale et son engagement au service du Bénin font de lui une figure incontournable de la scène politique nationale.

Yousseuf AVOCEGAMOU



Militantisme responsable à l'ère du système partisan

AUGUSTIN FANOU : COTISER OU S'EFFACER



À l'heure du système partisan, la fidélité d'un militant se mesure aussi par ses contributions financières. Augustin FANOU, au micro de L'Emblème du Jour, rappelle que celui qui ne paie pas ses cotisations n'est qu'un prestataire sans droit au sein de son parti ou de son groupe.

La réforme du système partisan a instauré une nouvelle exigence : celle d'un militantisme responsable et discipliné. Pour Augustin FANOU, l'engagement ne se limite pas à la présence dans les rangs ; il se prouve dans les actes, notamment par le paiement régulier des cotisations.

« Celui qui ne paie pas ses cotisations n'est pas un militant. C'est un simple prestataire, et il n'a droit à rien dans un parti ou un groupe », a-t-il martelé, rappelant que la vitalité d'une formation politique repose sur l'effort collectif de ses membres.

Les cotisations et contributions ne sont pas de simples formalités administratives : elles garantissent le fonctionnement, financent les activités, et valorisent les militants. Refuser d'y souscrire, c'est tourner le dos à l'esprit de solidarité et affaiblir la force commune.

Dans un contexte où le système partisan vise à consolider les partis et à donner plus de crédibilité à la vie politique, le message de FANOU sonne comme un avertissement : on ne peut pas réclamer des droits si l'on ne s'acquitte pas de ses devoirs.

Emeric Joël ALLAGBE

Après l'investiture du duo présidentiel

CAP SUR LES LÉGISLATIVES ET MUNICIPALES DE 2026

Une fois la cérémonie d'investiture prévue le 04 octobre à Parakou passée, l'attention du monde politique se déplacera vers un autre front décisif : la préparation des élections législatives et municipales fixées au 11 janvier 2026. Les états-majors des partis affûtent déjà leurs stratégies et s'apprentent à lancer l'identification des candidats.

La cérémonie d'investiture du duo présidentiel Romuald WADAGNI – Mariam Chabi TALATA, attendue le 04 octobre prochain à Parakou, marquera une étape importante de la vie politique nationale. Mais très vite, l'agenda électoral béninois se projettera vers un nouveau défi : les élections législatives et municipales du 11 janvier 2026.

Dès la fin de l'événement, les partis politiques entameront le processus d'identification de leurs candidats. Cette phase, cruciale pour la constitution des dossiers, sera décisive dans la dynamique de conquête ou de consolidation des positions au Parlement et dans les conseils municipaux.

Les formations politiques sont appelées à présenter des listes compétitives et représentatives, respectant les exigences légales en matière de parité et d'inclusion. Les tractations internes s'annoncent intenses, car chaque parti cherchera à aligner des profils capables non seulement de séduire les électeurs, mais aussi de renforcer l'ancrage de la formation dans les circonscriptions stratégiques.

Pour les acteurs politiques, le temps presse. Entre l'investiture du 04 octobre et l'échéance électorale de janvier, la période est courte et nécessite rigueur, discipline et sens d'anticipation. Le peuple béninois, de son côté, attend des candidats crédibles et des programmes clairs pour répondre à ses attentes dans un contexte socio-économique exigeant.

Emeric Joël ALLAGBE

Élections législatives et municipales 2026

LOYAUTÉ AVANT TOUT

Alors que la mouvance présidentielle et l'opposition s'activent pour le choix de leurs candidats aux prochaines législatives et municipales du 11 janvier 2026, la question de la fidélité aux lignes partisans refait surface. Les états-majors veulent éviter de porter au Parlement des élus indisciplinés qui trahissent ou se détachent des consignes politiques.

Le processus de sélection des candidats pour les élections législatives et municipales de janvier 2026 s'annonce déterminant pour la suite de la vie politique nationale. De part et d'autre, que ce soit au sein de la mouvance présidentielle ou de l'opposition, une préoccupation majeure se dégage : s'assurer que seuls les hommes et femmes de confiance seront positionnés.

Les expériences passées ont montré que certains élus, une fois installés dans l'hémicycle ou à la tête d'une mairie, n'ont pas toujours respecté les instructions de leur parti ou de leur groupe parlementaire. Parfois, pour des intérêts personnels, ces responsables ont choisi de tourner le dos à la ligne politique définie, fragilisant ainsi l'unité et l'efficacité des blocs.

Dans cette nouvelle dynamique, les leaders politiques appellent donc à plus de vigilance. Le choix des candidats ne doit pas se limiter à la popularité ou aux moyens financiers, mais aussi et surtout à la loyauté et à la capacité à défendre sans faille la vision collective.

Pour la mouvance présidentielle, l'enjeu est clair : préparer une législature apaisée qui soutiendra efficacement les réformes et ouvrira la voie à une transition sans turbulences après la présidentielle de 2026. Pour l'opposition, il s'agit d'éviter les divisions internes qui pourraient compromettre son poids politique.

En définitive, la bataille du choix des candidats est loin d'être anodine. Elle déterminera non seulement la stabilité des institutions, mais aussi la cohésion au sein des formations politiques dans les années à venir.

Emeric Joël ALLAGBE

Santé publique**25 SEPTEMBRE : « PENSEZ SANTÉ, PENSEZ PHARMACIEN ! »**

La Journée mondiale des pharmaciens met en lumière un métier indispensable

Chaque 25 septembre, le monde célèbre la Journée mondiale des pharmaciens, une initiative de la Fédération Internationale Pharmaceutique (FIP) lancée en 2009. Cette date n'a rien de fortuit : elle correspond à l'anniversaire de la création de la FIP en 1912. L'objectif est clair : mettre en avant le rôle vital des pharmaciens dans les systèmes de santé et sensibiliser le public à leurs missions qui vont bien au-delà de la simple délivrance de médicaments.

Pour l'édition 2025, le thème choisi est : « Pensez santé, pensez pharmacien ! ». Ce slogan traduit la place des pharmaciens comme professionnels de santé de première ligne, garants de l'accès équitable aux soins et partenaires incontournables pour des systèmes de santé durables et résilients.

Des missions élargies au service des patients

Aujourd'hui, le pharmacien n'est plus uniquement celui qui délivre une prescription. Son champ d'action s'est élargi avec :

- les entretiens pharmaceutiques,
- la vaccination,
- le suivi thérapeutique et l'accompagnement des patients chroniques,
- le conseil de proximité dans la prévention et l'éducation sanitaire.

Ces missions renforcent la sécurité, l'efficacité et l'accessibilité des traitements. Elles témoignent d'une profession en pleine évolution, au cœur de la confiance entre patients et système de santé.

Une campagne mondiale pour la santé

La FIP, qui regroupe pharmaciens et scientifiques à l'échelle internationale, rappelle à travers cette journée que les pharmaciens contribuent directement à améliorer les résultats pour les patients, à réduire les inégalités d'accès aux soins et à anticiper les besoins futurs en santé publique.

Dans un contexte mondial marqué par des défis sanitaires croissants, les pharmaciens apparaissent plus que jamais comme un pilier essentiel et crédible des soins de santé de base.

Youssef AVOCEGAMOU

Femme d'engagement au parcours intrépide**MARIAM TALATA ZIME, UNE VISION POUR LA FEMME BÉNINOISE**

Mariam Chabi Talata épouse Zimé Yérîma, née le 7 juillet 1963 à Bem-béréké (Bénin), est une femme politique béninoise, professeure de philosophie et cadre de l'administration béninoise. Sa carrière administrative débute en 2003 en tant que censeur du CEG Hubert Maga. De 2013 à 2016 elle est inspectrice pédagogique déléguée (IPD) des départements du Borgou et de l'Alibori. Puis, de 2016 à 2019, elle occupe le poste directrice de l'enseignement secondaire au ministère de l'Enseignement

Après un baccalauréat littéraire obtenu en 1985 au Collège d'Enseignement Général Akpakpa Centre de Cotonou, elle intègre la faculté des lettres, arts et sciences humaines (FLASH) de l'université nationale du Bénin, où elle poursuit des études de philosophie. À l'issue de sa licence, elle réussit le concours d'entrée à l'École normale supérieure de Porto-Novo pour une spécialisation et en sort diplômée du CAPES de philosophie.

Elle officie dans plusieurs établissements du Nord du pays, tels que le CEG Hubert-Maga et le séminaire Notre-Dame de Fatima, mais aussi dans le supérieur, à l'École normale supérieure de Porto-Novo. Sa carrière dans l'enseignement est parachevée en 2006 par son accès au corps des inspecteurs de l'enseignement secondaire général, à la suite de sa réussite au concours à l'École de Formation du Personnel d'Encadrement de l'Éducation Nationale (EFPEEN). Il s'agit d'une institution éducative située au Bénin, responsable de la formation des cadres supérieurs de l'Éducation Nationale, tels que les inspecteurs, qui assurent l'encadrement et le suivi de la politique éducative.

Mariam Chabi Talata occupe également des fonctions administratives aux niveaux local et national. Sa carrière administrative débute en 2003 en tant que censeur du CEG Hubert Maga. De 2013 à 2016 elle est inspectrice pédagogique déléguée (IPD) des départements du Borgou et de l'Alibori. Puis, de 2016 à 2019, elle occupe le poste directrice de l'enseignement secondaire au ministère de l'Enseignement.

L'engagement politique de Mariam Chabi Talata débute en 2001 avec son adhésion au parti Union pour la Démocratie et la Solidarité Nationale (UDS) de Sacca Lafia.



Elle est élue conseillère municipale de la ville de Parakou de 2008 à 2015 et occupe dans ce cadre le poste de présidente de l'Union des femmes élues conseillères communales des départements de l'Alibori du Borgou et des collines (UFEC/ABC).

En 2016, elle milite au sein des coalitions de partis politiques qui ont soutenu la candidature de Patrice Talon à l'élection présidentielle, dont celui-ci sortira victorieux. Dans le contexte de la réforme du système partisan, elle fait partie des membres fondateurs du parti Union progressiste (UP), pour le compte duquel elle participe aux élections législatives de 2019 en tant que suppléante du ministre de l'Intérieur Sacca Lafia. À l'issue des élections, elle devient députée de la 8^{ème} législature et première femme à se faire élire au poste de 1^{ère} vice-présidente de l'Assemblée nationale. En 2019, lors des élections communales, elle est la première femme sur la liste de l'UP dans la 8^{ème} circonscription électorale composée de quatre communes à savoir Pèrèrè, de Parakou, de Tchaourou et de N' Dali.

En 2021 elle est positionnée comme colistière de Patrice Talon au poste de vice-présidente, dans la perspective de l'élection présidentielle du 11 avril 2021, marquant le deuxième mandat du président Patrice Talon. Elle a été décrite comme une « féministe » et a fait campagne sur la légalisation de l'avortement et sur l'éducation des femmes.

Après la victoire à cette élection, occupe le poste de vice-présidente de la République et Grande Chancelière des Ordres du Bénin. A ce poste, elle représentante brillamment le Chef de l'Etat à plusieurs endroits privilégiés du monde. Son travail remarquable l'a reconduite à se repositionner pour conduire Romuald WADAGNI, candidat de la mouvance aux prochaines élections présidentielles en tant que colistière expérimentée.

Youssef AVOCEGAMOU

Accords politiques 2026

FCBE, UP-R ET BR SCELLENT UNE ALLIANCE STRATÉGIQUE AVANT LES ÉLECTIONS

À quelques mois des élections générales de 2026, une entente politique majeure vient d'être officialisée entre trois formations de poids : les Forces Cauris pour un Bénin Émergent (FCBE), l'Union Progressiste – le Renouveau (UP-R) et le Bloc Républicain (BR).

Réunis le mardi 16 septembre 2025 au Royal Hôtel de Cotonou, Paul Houngbè (FCBE), Joseph Djogbénou (UP-R) et Abdoulaye Bio Tchani (BR) ont signé des protocoles d'accord de gouvernance et de législature. L'événement, qualifié d'« historique », a été largement relayé sur les canaux officiels des partis.

Une logique d'unité face aux enjeux électoraux

Pour les signataires, l'alliance répond avant tout à une nécessité imposée par le code électoral. Désormais, aucune formation ne peut prétendre au partage des sièges sans franchir le seuil national exigé. En unissant leurs forces, les trois partis s'assurent d'accroître leur représentativité lors des législatives et communales de 2026, tout en consolidant leurs positions en vue de la présidentielle.

La FCBE, qui ne dispose que de quelques élus locaux, voit dans cette entente une opportunité stratégique. En bénéficiant de l'appui de l'UP-R et du BR, le parti présidé par Paul Houngbè pourra réunir les 28 parrainages nécessaires à toute candidature présidentielle.

Un choix stratégique et assumé

Longtemps considérée comme une force d'opposition, la FCBE a décidé de tourner la page des alliances fragiles et de privilégier une coopération jugée « sincère et constructive » avec les partis de la mouvance présidentielle. « L'union fait la force », a rappelé Paul Houngbè, mettant en avant la volonté de bâtir des regroupements politiques solides, loin des querelles partisans.

De son côté, le Bloc Républicain a souligné, dans un communiqué, que cette convergence était placée « sous le signe de la préservation de l'intérêt supérieur de la nation ». Une orientation qui rejoint l'appel lancé par le président Patrice Talon en décembre dernier, lorsqu'il exhortait les acteurs politiques à s'unir pour construire un Bénin plus fort et plus paisible.

Vers une nouvelle dynamique politique

Au-delà des calculs électoraux, cette alliance marque une rare convergence entre la majorité présidentielle et une frange de l'opposition. Elle redessine les équilibres à l'approche des échéances de 2026 et ouvre la voie à une gouvernance davantage concertée.

Les trois partis se disent désormais déterminés à travailler main dans la main pour assurer des victoires éclatantes aux prochaines élections, tout en inscrivant leur démarche dans une logique de stabilité et de développement national.

Youssef Avocegamou



Espaces publics et discipline citoyenne

TONATO A-T-IL BAISSÉ LA GARDE ?

La reprise des manifestations dans les espaces publics et la prolifération de fêtes improvisées interpellent l'opinion. Alors que les grandes villes du Grand Nokoué respirent mieux grâce aux opérations de déguerpissement, certains s'interrogent : pourquoi la police républicaine ne met-elle pas la même énergie à préserver ces acquis face à l'occupation festive et anarchique ?

Depuis quelques semaines, les espaces publics connaissent une animation qui rappelle les années avant la grande réforme de l'assainissement urbain. Fêtes improvisées, installations éphémères, sonorisation bruyante et occupations diverses semblent se multiplier sans véritable encadrement. Une situation qui alimente le débat et fait naître une question : le ministre du Cadre de vie et du Développement durable, Didier Tonato, a-t-il relâché la vigilance ?

Pourtant, les opérations de déguerpissement et de libération des emprises publiques, menées sous la houlette du gouvernement et de la Police républicaine,

ont profondément transformé l'image des grandes villes du Grand Nokoué. Marchés réorganisés, trottoirs dégagés, carrefours aérés... la différence est visible et saluée par la population.

Mais si ces efforts sont applaudis, il reste à veiller à ce que les espaces libérés ne se transforment pas en zones de désordre festif. Des citoyens appellent d'ailleurs à une action ferme et préventive : que la Police républicaine intègre la gestion des occupations festives et des animations publiques dans ses missions, au même titre que le déguerpissement.

L'enjeu est double : préserver la beauté retrouvée des grandes villes et instaurer une culture citoyenne qui respecte les règles de l'espace public. L'autorité de l'État en dépend, tout comme la qualité du cadre de vie que le gouvernement dit vouloir offrir aux Béninois.

Emeric Joël ALLAGBE

Bilan de l'action gouvernementale 2016-2026

PATRICE TALON S'APPRÊTE À LIVRER SES COMPTES AUX BÉNINOIS



Les acquis sont tangibles dans l'éducation, la santé, l'économie numérique et l'agriculture, où le pays a connu de notables avancées.

Mais le bilan ne se limite pas aux grands chantiers. Plusieurs programmes sociaux ont marqué la décennie : microcrédits pour les femmes et les jeunes, cantines scolaires dans les écoles primaires, transferts monétaires aux ménages vulnérables, soutien aux enfants des militaires tombés au front, dons de fournitures scolaires, sans oublier le programme Gbessoké. Ces initiatives ont contribué à améliorer la vie quotidienne de nombreuses familles.

Toutefois, le parcours du président Talon n'a pas fait l'unanimité. Ses détracteurs dénoncent une gouvernance jugée trop dure, avec pour corollaire une aggravation des inégalités et de la pauvreté. Pour eux, les réformes entreprises n'auraient pas suffisamment profité aux couches défavorisées.

Dans quelques mois, Patrice Talon achèvera son second et dernier mandat à la tête du Bénin. Après dix années d'exercice du pouvoir, le président de la République s'apprête à tourner la page, conformément à son engagement de céder la légitimité constitutionnelle à son successeur. Avant ce départ annoncé, il devra présenter aux Béninois le bilan de son action gouvernementale, un rendez-vous républicain très attendu.

Durant cette décennie, Patrice Talon s'est imposé comme un chef d'État à la fois réformateur et pragmatique. Sa gouvernance, marquée par la rigueur et la recherche de résultats, a bouleversé les habitudes et remis en cause plusieurs systèmes jugés inefficaces. Son passage à la Marina a profondément transformé le visage du pays, au point que beaucoup estiment qu'aucun président depuis 1960 n'a accompli autant en si peu de temps.

Les réalisations sont visibles dans toutes les 77 communes, notamment sur le plan des infrastructures. Routes, assainissement, énergie, réformes administratives et sociales : la méthode Talon, parfois qualifiée de « rouleau compresseur », a visé à poser les bases d'un développement durable.

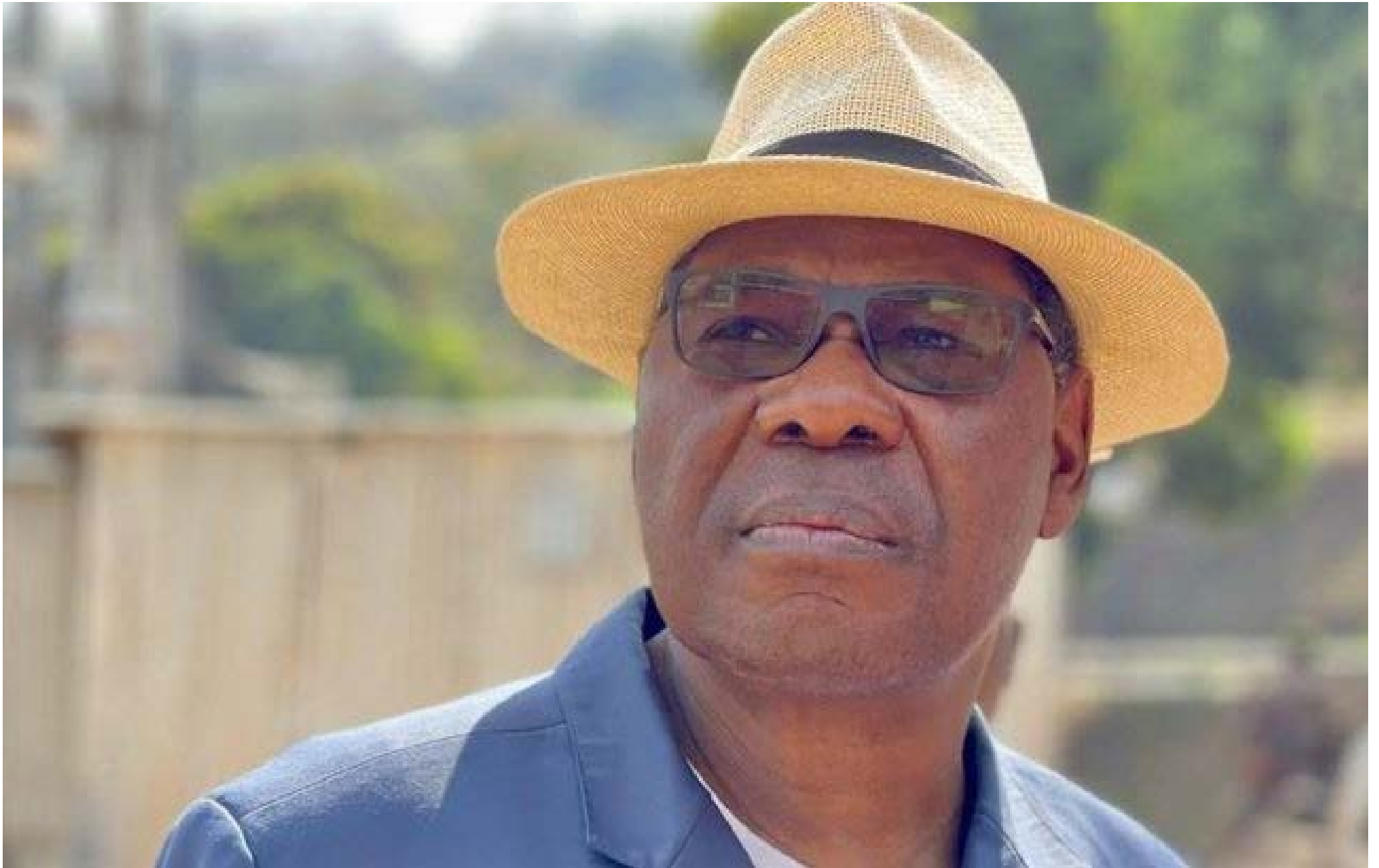
Entre critiques et éloges, une chose demeure : le Bénin de 2026 n'est plus celui de 2016. La décennie Talon aura laissé une empreinte durable dans l'histoire sociopolitique du pays. C'est cette empreinte que le chef de l'État devra présenter officiellement à ses compatriotes, dans une reddition de comptes que beaucoup annoncent déjà comme « décisive ».

Les Béninois attendent ce discours-bilan pour se convaincre, ou non, que Patrice Talon a véritablement réussi son pari : faire du Bénin une terre d'espoir et de résilience.

Godfroy MISSAGHOGBE

Commission nationale de candidature chez Les Démocrates

15 MEMBRES INSTALLÉS DONT 5 MEMBRES DU BUREAU (Les Démocrates lancent la bataille des investitures)



Le parti Les Démocrates a procédé à l'installation de sa Commission Nationale de Candidature en vue des élections générales de 2026. Forte de 15 membres, cette structure stratégique aura pour mission de superviser la sélection des candidats à la présidentielle et aux législatives.

Composée d'un représentant par département, du délégué du président du parti, du secrétaire aux questions électorales et du secrétaire administratif, la commission reflète l'équilibre territorial et organisationnel voulu par la direction du parti.

Le bureau de la commission

Président : Monsia Christophe

1er Vice-Président : Woroucoubou Habib

2ème Vice-Présidente : Hounmenou Denise

1er Rapporteur : Ouassagari Chabi Sika Abdel Kamar

2ème Rapporteur : Bagoudou René

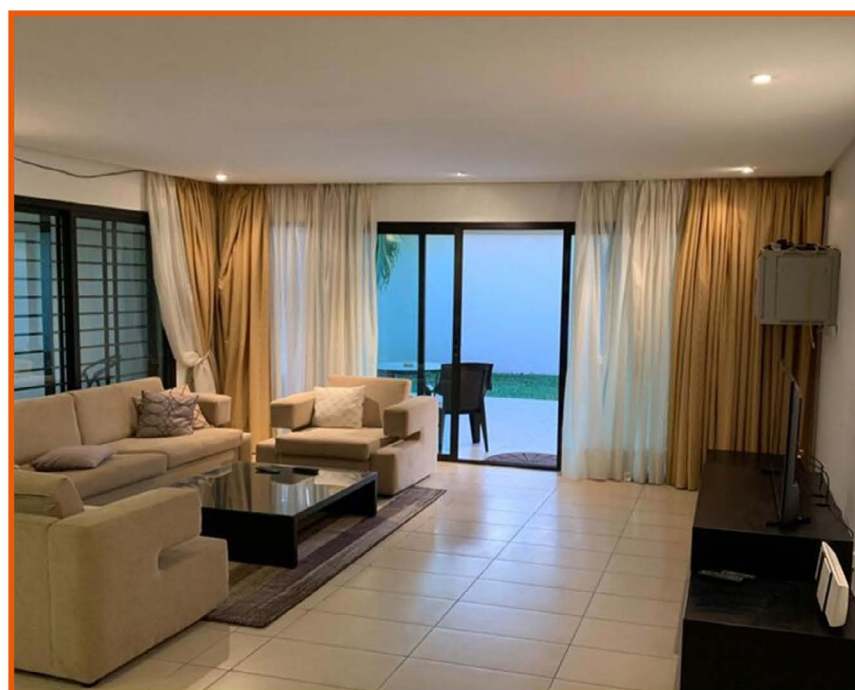
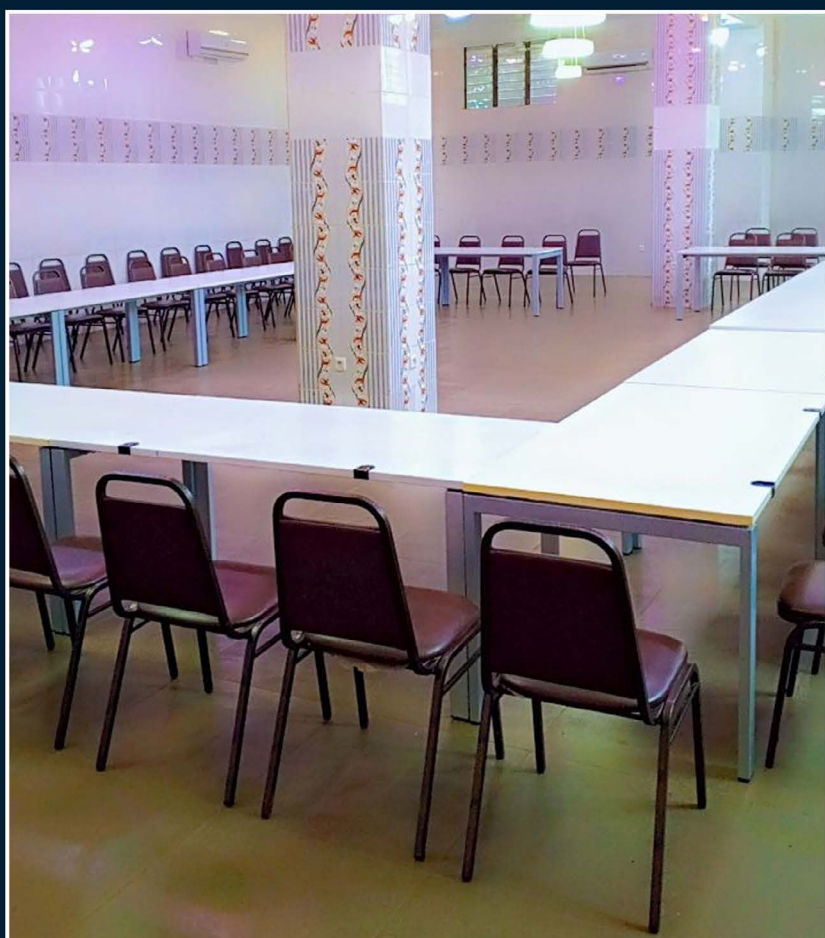
Pour la direction des Démocrates, cette installation vise à garantir transparence, équité et représentativité dans la désignation des candidats. Elle traduit également la volonté du parti de préparer méthodiquement la bataille électorale de 2026.

Avec cette équipe, Les Démocrates entendent renforcer leur ancrage sur l'ensemble du territoire national et aborder les prochaines échéances avec rigueur et unité.

Emeric Joël ALLAGBE

ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

Les résidences
FENOU



Porto-Novo, Djassin Houinvié
- Tokpota - Dowa



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707